



Novembre 2010

Révision 2010 des lois sur la bioéthique

Dans le cadre du débat parlementaire en cours sur les lois de bioéthique, la Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes (CLEF) affirme son opposition à la levée de l'interdiction de la **Gestation pour autrui (GPA)**, terme scientifique déshumanisant pour qualifier le recours aux mères porteuses.

Au-delà de la question de la détection et de la prévention des abus ou bien du montant de l'indemnité que recevra la « gestatrice pour autrui », le débat doit se recentrer sur la question de **l'inacceptable marchandisation du corps des femmes**.

Ne soyons pas dupes, ces femmes qui feront le « choix » de porter et de mettre des enfants au monde pour d'autres, ces femmes qui seront prêtes à louer leur corps, ne le feront pas dans un élan altruiste. En majorité, ces femmes seront, comme toujours, les plus vulnérables.

Dans un contexte d'augmentation de la commercialisation des fonctions sexuelles et reproductives, nos associations féminines et féministes, qui se sont battues pour que les femmes acquièrent de nombreux droits, sont très inquiètes.

La CLEF attire l'attention des parlementaires sur le fait que tant que l'on pourra acheter, louer ou vendre tout ou partie du corps des femmes, il n'y aura pas d'égalité femmes hommes possible.